



Refondation ?... Liquidation !...

Ce qu'on veut nous imposer :

Dévalorisation du travail, augmentation de la charge et de la durée du travail, suppression de milliers d'emplois dans les secteurs privé et public, privatisation, concurrence, réductions budgétaires, franchises médicales, allongement de la durée de cotisation retraite, démantèlement du service public...

Les français ont-ils voté pour ça ?

Ce qui est en cause aujourd'hui :

Les fondements d'une société plus solidaire : code du travail, contrats de travail, droit de grève, sécurité sociale, retraite par répartition, dialogue social...

Démocratie ou autocratie ?

DOGME : toute activité humaine doit rapporter un maximum de profits, à très court terme. C'est le marché qui va tout réguler, tout régler...

OPINION ENTRETENUE : Présenter le dogme précédent comme inévitable, naturel, incontournable, nécessaire...

NEGOCIATION ? : « Je serai ouvert sur les moyens et la méthode, mais je ne transigerai jamais sur les objectifs, ni sur les principes » (N.Sarkozy, discours au sénat) : ultimatum !

**Vous voulez de cette société là ?
Non ? Alors, dites-le !
En faisant grève le 18 octobre 2007**

Qu'est-ce qui nous est proposé ?

Ecoles / Collèges / Lycées

- 11 200 suppressions d'emplois
- Autonomie des établissements
- Remise en cause des statuts et des services
- Flexibilité des personnels, polyvalence
- Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux
- Précarité accrue.

Education Populaire

- Renégociation des conventions collectives
- Déni de démocratie sociale

Enseignement supérieur / Recherche

- Autonomie des établissements
- Présidentialisation renforcée
- Précarisation galopante des personnels
- Zéro création d'emplois
- Décisions locales sur les recrutements, les primes et les obligations de services
- Individualisation des rémunérations
- Mise en concurrence des établissements
- Conditions de vie et d'études sans moyens

Formation Professionnelle

- Mise en concurrence des établissements
- Inégalité d'accès à la formation
- Fermeture de nombreux GRETA

Culture

- Suppression de centaines de postes
- Déstructuration du ministère de la Culture
- Aide publique à la création en fonction du « succès » auprès du public.

Les objectifs réels du gouvernement.

- Diminuer le nombre de postes au profit d'heures supplémentaires
- Suppression de la carte scolaire
- Mise en compétition des établissements
- Transformation de l'Ecole en outil de ségrégation.

- Baisse du coût du travail.
- Mise en concurrence des associations

- Nouveaux cadeaux aux patrons : 1,3 milliards d'€ de crédit d'impôt recherche cumulé.
- Renforcement de la sélection à l'entrée du 2^e cycle
- Subordination des formations et des recherches aux logiques utilitaristes
- Remise en cause des missions des organismes de recherche.

- Désengagement financier
- Démantèlement du service public de formation (AFPA, GRETA,...)

- Intervention des entreprises privées dans les politiques publiques culturelles
- Mise en concurrence commerciale des opérateurs publics culturels

Inévitable ? Incontournable ? Nécessaire ? NON !

Jugez plutôt :

- Mesures fiscales : + 12 milliards d'€ pour les plus riches
Exonération de charges patronales : - 2,3 milliards d'€ pour la protection sociale

ensemble, exigeons des reformes qui répondent au progrès social, aux besoins de la population et des personnels

Montreuil le 3 octobre 2007



**FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION
DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE**

263, rue de Paris - case 544 - 93515 - Montreuil cedex - Tél. 01 48 18 82 44 - Fax 01 49 88 07 43

Internet : www.ferc.cgt.fr - E-mail : ferc@cgt.fr